

Brochure n° 3331

IDCC : 2542. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(AISNE)**

■ *Journal officiel* du 1^{er} août 2008

**Arrêté du 25 juillet 2008 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective des industries métallurgiques,
mécaniques et connexes de l'Aisne (n° 2542)**

NOR : MTST0818605A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2006 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 28 décembre 2007, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de l'Aisne du 30 septembre 2005, et des textes la modifiant et la complétant ;

Vu l'accord du 25 avril 2008 relatif aux garanties de rémunération effective, à la modification de la valeur du point servant de base au calcul de la rémunération minimale hiérarchique et de la prime d'ancienneté et à la prime de vacances, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 2 juillet 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de l'Aisne du 30 sep-

tembre 2005, étendue par arrêté du 29 mars 2006, les dispositions de l'accord du 25 avril 2008 relatif aux garanties de rémunération effective, à la modification de la valeur du point servant de base au calcul de la rémunération minimale hiérarchique et de la prime d'ancienneté et à la prime de vacances conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/25, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.